

**Assemblée générale**

Soixante-quatrième session

Documents officiels

Distr. générale
4 février 2010
Français
Original: anglais

**Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 6^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 9 octobre 2009, à 15 heures

Président : M. Al-Nasser (Qatar)
puis : M. Petrus (Vice-Président) (Lituanie)
puis : M. Al-Nasser (Président) (Qatar)

Sommaire

Point 35 de l'ordre du jour : Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (*suite*)**

Point 36 de l'ordre du jour : Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes (*suite*)**

Point 37 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (*suite*)**

Point 38 de l'ordre du jour : Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes (*suite*)**

Point 39 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*Territoires non couverts par d'autres points de l'ordre du jour*) (*suite*)**

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

** Points que la Commission a décidé d'examiner ensemble.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



La séance est ouverte à 15 h 10.

Point 35 de l'ordre du jour : Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (suite) (A/64/23 et Corr.2, chap. VII et XII, et A/64/67)

Point 36 de l'ordre du jour : Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes (suite) (A/64/23 et Corr.2, chap. V et XII)

Point 37 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (suite) (A/63/23 et Corr.2, chap. VI et XII, et A/64/62)

Point 38 de l'ordre du jour : Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes (suite) (A/64/69 et Corr. 1 et 2)

Point 39 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (Territoires non couverts par d'autres points de l'ordre du jour) (suite) (A/64/23 et Corr.2, chap. VIII, IXX XI et Corr.1 et XII, A/64/70 et A/64/185).

1. **M. Mbuende** (Namibie), parlant au nom de la Communauté de développement de l'Afrique australe, dit qu'il est décourageant qu'il y ait toujours 16 territoires non autonomes, le Sahara occidental étant la dernière colonie sur le continent africain. Comme l'Assemblée générale a toujours reconnu le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, l'occupation étrangère continue représente un défi posé à l'autorité des Nations unies tout en menaçant la paix, la sécurité et la stabilité du continent africain.

2. La Communauté s'inquiète du fait que, conformément au rapport du Secrétaire général, les positions des deux parties au conflit - le Royaume du Maroc et le Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y de Río de Oro (Frente POLISARIO) - demeurent virtuellement inchangées depuis la quatrième série de négociations tenue en mars 2008. Il y a lieu de rendre hommage au Secrétaire général et à son Envoyé personnel pour le Sahara occidental pour

les efforts qu'ils ont déployés en faveur de l'organisation d'une cinquième série de négociations intenses sur le fond. La Communauté appuiera tous les efforts en faveur d'un règlement rapide de la question.

3. Alors qu'il est encourageant que les violations du cessez-le-feu soient devenues moins fréquentes, il existe des informations alarmantes faisant état de menaces marocaines contre les défenseurs des droits de l'homme qui visitent les territoires occupés du Sahara occidental et de violations fréquentes des droits de l'homme des Sahraouis. Il faut que le Secrétaire général lance immédiatement une enquête et qu'il présente un rapport au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et au Conseil des droits de l'homme.

4. **M. Onanga Ndiaye** (Gabon) dit que son Gouvernement a toujours attaché une grande importance au multilatéralisme et au rôle central de l'ONU dans les affaires mondiales. L'Organisation doit continuer ses efforts en faveur de l'élimination du colonialisme grâce à une meilleure application des résolutions pertinentes et à la promotion d'approches nouvelles qui répondent aux objectifs et aux besoins spécifiques des 16 territoires non autonomes restants. Le Gabon a toujours été persuadé qu'il n'existe pas de formule unique pour mettre fin à des situations coloniales et qu'elles exigent des solutions individualisées.

5. Dans le cas spécifique du Sahara occidental, des progrès bienvenus ont été accomplis grâce au dialogue et à la négociation conformément aux résolutions 1754 (2007) et 1783 (2007) du Conseil de sécurité. L'initiative marocaine concernant l'autonomie, décrite par le Conseil de sécurité comme une proposition sérieuse et crédible, donnerait au Sahara occidental sous souveraineté marocaine une large autonomie, tout en respectant l'intégrité territoriale du Royaume. Elle prévoit une sorte d'autodétermination à l'intérieur de l'État, ce qui est non seulement courageux, mais avant tout réaliste. Comme bon nombre d'autres pays, le Gabon soutient cette initiative, car elle tient compte des intérêts des deux parties et pourrait aboutir à un règlement permanent. Il faut donner un nouvel élan aux négociations conduites sous les auspices du Secrétaire général, puisque le conflit risque de déstabiliser la région tout entière et de susciter des activités criminelles. La Commission devrait continuer à promouvoir les progrès vers une solution politique mutuellement acceptable pour toutes les parties au

conflit, qui devraient elles-mêmes rechercher un rapprochement dans l'intérêt de la paix et du développement du Maghreb tout entier.

6. **M. Tiendrébéogo** (Burkina Faso) dit que la coopération entre les peuples des 16 territoires non autonomes restants et leurs puissances administrantes devrait permettre à ces territoires de progresser vers l'autodétermination. Entre-temps, les Nations unies et la communauté internationale doivent continuer à soutenir le développement économique et social des territoires, en particulier dans le contexte de la crise économique actuelle et de la vulnérabilité de la plupart d'entre eux aux menaces posées par le climat.

7. Il est réjouissant que malgré les difficultés, l'élan des négociations directes sur la question du Sahara occidental a été maintenu et que les parties demeurent attachées à la recherche de moyens de parvenir à une solution politique juste et mutuellement acceptable pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. La délégation gabonaise se félicite des efforts déployés par l'Envoyé personnel du Secrétaire général et des travaux précieux accomplis par la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). Le Gouvernement de l'orateur est persuadé que l'initiative marocaine concernant une autonomie négociée pour la région du Sahara représente une voie appropriée vers un règlement du différend. Il est essentiel que les parties commencent à négocier, avec des appuis régionaux et internationaux, et à accepter les compromis nécessaires pour surmonter leurs différences.

8. **M. Hermida Castillo** (Nicaragua) dit que les puissances administrantes collaborent pleinement avec le Comité spécial en vue d'éviter aux territoires non autonomes des décennies additionnelles d'oppression et de pillage coloniaux. Chaque année, les pétitionnaires des territoires présentent des renseignements précieux concernant les conditions de vie difficiles des habitants, y compris des violations des droits de l'homme, l'exploitation des ressources naturelles, la dégradation de l'environnement et le mépris de la vie et de la liberté. La présence d'installations ou de base militaires étrangères représente un obstacle sérieux à la décolonisation et aggrave la pollution de l'environnement. Ce n'est que lorsque le colonialisme sera éliminé que les peuples des territoires pourront exercer pleinement leurs droits inaliénables et participer à la démocratie, qui ne peut

pas exister dans les conditions de domination coloniale. Dans la décennie à venir, tous les peuples non autonomes doivent être émancipés une fois pour toutes. Dans ce processus, les puissances coloniales doivent être guidées par la Déclaration des Nations unies sur les droits des populations autochtones.

9. Le Gouvernement nicaraguayen partage les inquiétudes exprimées à l'égard de la crise politique dans les îles Turques et Caïques où la puissance coloniale a suspendu de manière unilatérale les pouvoirs des autorités élues, et soutient les appels en faveur du rétablissement immédiat du gouvernement constitutionnel.

10. Le statut colonial de Porto Rico inquiète vivement la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et a été dénoncé sans ambiguïté par le Président du Nicaragua. Les sept dernières résolutions adoptées par le Comité spécial sur Porto Rico ont invité la puissance coloniale à permettre au peuple portoricain d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à indépendance. La puissance coloniale doit accepter d'œuvrer constructivement en faveur du règlement du statut de Porto Rico, de manière à éviter que ce territoire continue à être la seule exception à la décolonisation en Amérique latine et dans les Caraïbes.

11. Le Nicaragua est également solidaire de la lutte de libération nationale menée par le peuple sahraoui. Les deux parties en cause, le Royaume du Maroc et la République démocratique arabe sahraoui, doivent continuer leurs négociations de bonne foi et sans condition préalable, de manière à permettre enfin la tenue d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental - qui doit inclure la possibilité de l'indépendance du territoire.

12. S'agissant des îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud, il faut reconnaître que l'Argentine est prête à reprendre les négociations sur le conflit de souveraineté qui l'oppose au Royaume-Uni. Le Nicaragua soutient inconditionnellement la souveraineté légitime de l'Argentine sur les îles Malvinas et demande instamment au Royaume-Uni de respecter les résolutions pertinentes de l'ONU dans l'intérêt d'un règlement rapide, juste et durable.

13. **M. Loyaza Barea** (Bolivie) dit qu'une volonté politique manifeste est essentielle pour la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme. Il faut désormais

mettre l'accent sur le dialogue en vue de tirer au clair les situations non encore réglées d'une manière qui respecte l'identité et les spécificités des territoires concernés. Les puissances administrantes doivent s'engager plus pleinement en faveur de ce dialogue de façon à éviter les tendances néocolonialistes. La situation dans les îles Turques et Caïques est clairement incompatible avec la décolonisation. Le Comité spécial doit analyser attentivement les réalités actuelles et tenir compte des mécanismes qui reproduisent des aspects de la colonisation et visent une plus grande homogénéisation, qui est l'antithèse de la décolonisation.

14. La décolonisation doit englober non seulement le domaine juridique, mais également les affaires économiques, sociales et culturelles. À cet égard, il est essentiel de fournir des ressources financières afin que l'ONU puisse poursuivre ses activités dans les domaines économique et social.

15. Le Gouvernement bolivien réitère son appui aux droits de l'Argentine sur les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes, et souligne qu'il faut régler tous les différends sur la base d'un dialogue constructif et de la confiance réciproque. Il soutient pleinement le droit du peuple portoricain à l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations unies et au droit international. Un dialogue direct peut créer un climat d'entente constructive entre les parties concernées par la question du Sahara occidental, et il faut donc le soutenir dans l'intérêt d'une solution susceptible de respecter le droit souverain du peuple sahraoui de décider de son propre avenir, aidant ainsi à assurer la stabilité et la paix dans la région.

16. **M. Tessema** (Éthiopie) dit que sa délégation est fermement convaincue que l'accélération de la décolonisation exige le soutien et la coopération des puissances administrantes, des représentants des territoires non autonomes et des États Membres. Malheureusement, en violation flagrante du droit à l'autodétermination proclamé par la Charte des Nations unies et d'autres instruments, certaines puissances administrantes refusent toujours de collaborer avec le Comité spécial. Il est absolument crucial de définir des objectifs axés sur l'action et d'examiner des approches différentes à la mise en

œuvre pleine et immédiate de la Déclaration sur la décolonisation.

17. Il faut intensifier les activités menées dans les territoires par la communauté internationale, en particulier les fonds et programmes des Nations unies, ainsi que par les institutions spécialisées, afin d'améliorer la situation socioéconomique des habitants. De même, le Comité spécial doit renforcer sa fonction de surveillance, exercée fréquemment sur la toile de fond d'une vive résistance des puissances administrantes, en vue de suivre l'évolution de la situation mondiale. En abordant les problèmes écologiques, socioéconomiques et autres problèmes de développement des territoires non autonomes, il faut tenir compte des recommandations pratiques figurant dans le rapport du Comité spécial dans toute la mesure du possible. Le principe de l'autodétermination, y compris l'indépendance, demeure la seule solution politique acceptable pour les territoires non autonomes restants.

18. **M^{me} Booto** (République démocratique du Congo) se félicite de l'initiative marocaine concernant une autonomie négociée pour la région du Sahara, qui devrait permettre la réalisation d'une solution juste, durable et mutuellement acceptable pour l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. Le Conseil de sécurité a un rôle central à jouer à cet égard; l'Assemblée générale devrait adopter par consensus une résolution exprimant son appui aux résolutions 1754 (2007), 1783 (2007), 1813 (2008) et 1871 (2009) du Conseil et chercher à mettre les négociations en cours entre les parties à l'abri de toute ingérence extérieure. Le Gouvernement de l'orateur s'est félicité des efforts déployés par le Secrétaire général et son Envoyé personnel en faveur d'une solution durable et invite instamment tous les États de la région à s'engager en faveur du dialogue et à manifester la volonté politique nécessaire en appuyant une solution acceptable pour tous.

19. **M. Idd** (République unie de Tanzanie), se référant à la question du Sahara occidental, se félicite des réunions préparatoires officieuses tenues entre le Maroc et le Frente POLISARIO et de la volonté des deux parties de procéder à une cinquième série de négociations. Il rappelle que l'Union africaine a demandé, à sa récente session extraordinaire, l'intensification des efforts en faveur de la tenue d'un référendum qui permettra au peuple du Sahara occidental de décider du statut futur du territoire,

conformément au principe de l'autodétermination. Le droit à l'autodétermination est le principe qui régit le processus de décolonisation en englobant le respect des droits de l'homme et de l'intégrité territoriale du pays concerné. Le Gouvernement tanzanien rend hommage au Secrétaire général et à son Envoyé personnel pour les efforts qu'ils ont déployés dans le contexte du processus du Maghreb et invite tous les États, en particulier ceux de la région du Maghreb et de la Méditerranée, à accroître leur soutien aux initiatives du Secrétaire général. Il demande également au Conseil de sécurité d'user de son autorité pour faire avancer le processus et sortir le conflit de l'impasse.

20. Le projet de résolution sur la question du Sahara occidental représente un moyen nécessaire de promouvoir des négociations menées de bonne foi et sans condition préalable entre les parties dans le cadre de la cinquième série. La référence aux dimensions humanitaires du problème en tant que mesure de confiance devrait amener les organismes compétents, y compris le Comité international de la Croix-Rouge, à régler dans leur ensemble tous les problèmes que le conflit a créés à cet égard.

21. *M. Petrus (Vice-président) assume la présidence.*

22. **M. Costa** (Mozambique) souligne que la décolonisation doit être achevée dans le monde entier. La question du Sahara occidental reste sans solution depuis plusieurs années et mérite une attention spéciale de la part de l'Assemblée générale. Le Gouvernement mozambicain espère que l'on mettra fin aux retards répétés intervenus dans l'application des résolutions du Conseil de sécurité qui demandent la tenue d'un référendum au Sahara occidental, et invite instamment toutes les parties à renouveler leur engagement en faveur d'une solution politique qui permettra au peuple du territoire d'exercer son droit à l'autodétermination. Il est encouragé par la récente reprise du dialogue entre le Maroc et le Frente POLISARIO, qui représente un pas majeur vers la réalisation d'une solution politique acceptable et durable à la question de l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. Il soutient les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et notamment la résolution en 1871 (2009), en tant qu'instruments clés pour la poursuite des négociations.

23. **M. Puri** (Inde), rappelant l'indépendance de son propre pays en 1947 en tant que l'une des dates les plus importantes dans l'histoire de la décolonisation, dit

qu'il est regrettable que les Nations unies aient toujours à se préoccuper de la question du colonialisme, un produit et une notion d'un passé d'exploitation. Le colonialisme est contraire au principe de légalité souveraine sur lequel se fonde l'ONU et d'autres systèmes multilatéraux modernes et incompatible avec les valeurs fondamentales de la démocratie, de la liberté, de la dignité humaine et des droits de l'homme.

24. L'orateur rappelle que la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale prévoit trois options possibles de pleine autonomie : l'indépendance, la libre association avec un État indépendant ou l'intégration dans un État indépendant. L'autodétermination doit être abordée à la fois de manière urgente et en accordant une attention spéciale aux besoins des populations des territoires eux-mêmes. Bien des territoires ont déjà progressé sensiblement vers l'autonomie. Il s'agit de trouver dans chaque cas la forme et le moment approprié pour la décolonisation. Le rôle du Comité spécial est aussi crucial qu'il est délicat : il doit déterminer les aspirations politiques du peuple de chaque territoire et prendre en considération leur stade de développement de manière à s'assurer qu'il est à même de se doter des institutions et structures politiques et socioéconomiques de son choix. Les puissances administrantes ont une responsabilité spéciale à cet égard. Le Comité spécial doit les engager dans un dialogue constructif et digne de ce nom, car la clé des travaux de l'Organisation réside dans la coopération, et non dans la confrontation. Heureusement, c'est cet esprit qui a présidé au dialogue en cours avec les puissances administrantes.

25. La diffusion d'informations aux peuples des territoires est cruciale, car la population locale n'est pas toujours au courant des options politiques légitimes à sa disposition. Pour parvenir à un progrès constitutionnel et politique réel, la population doit avoir accès à des informations objectives. Les visites effectuées par les missions des Nations unies dans les territoires non autonomes et l'organisation de séminaires régionaux sont des moyens importants de combler les lacunes dans les informations concernant le processus de décolonisation. Les puissances administrantes devraient faciliter les missions de visite, car elles constituent une source d'informations de première main sur les conditions dans les territoires et sur les désirs des peuples concernant leur statut futur,

et elles sont utiles pour la planification de nouvelles mesures.

26. En sa qualité de membre fondateur de l'ONU et du Comité spécial et en qualité d'auteur initial de la Déclaration sur la décolonisation, l'Inde s'est trouvée à l'avant-garde de la lutte contre le colonialisme. Elle réaffirme son engagement en faveur des nobles idéaux énoncés dans la Déclaration.

27. **M. Vunibobo** (Fidji) dit que les travaux de la Commission, comme ceux du Comité spécial, sont devenus encore plus pressants à mesure qu'elle aborde la question des 16 territoires non autonomes restants. Il existe un certain optimisme à mesure que la Commission approche de la fin de la décolonisation, mais aussi un sentiment de difficultés toujours croissantes. Les attitudes et les visées coloniales persistent, et les territoires non autonomes se heurtent à de nouvelles difficultés politiques, financières et autres en cherchant à mettre en place un système de gouvernance viable par leurs propres efforts. Fidji lui-même a accueilli l'indépendance avec un grand enthousiasme il y a 40 ans, mais la voie vers une vie meilleure pour tous les habitants a été ni droite, ni facile.

28. Alors que l'on ne pourra jamais être sûr quant au moment idéal pour le passage à l'autonomie ou à l'indépendance, il est crucial que la décision tienne compte pleinement de la viabilité d'une entité ou d'un gouvernement autonome et du bien-être durable de la population à long terme. Les puissances administrantes ont un rôle crucial à jouer en préparant les territoires non autonomes pour le moment où une telle décision peut être prise; le soutien direct et équitable de la Commission est également essentiel tout au long de ce processus. Les intérêts des peuples des territoires doivent toujours être primordiaux. La décolonisation, en particulier dans le cas des îles Malvinas, du Sahara occidental et de certains territoires des Caraïbes, est entravée par le manque de coopération entre les parties prenantes : la Commission doit trouver de nouveaux moyens de surmonter les difficultés.

29. Bien que la décolonisation ait été menée par les Nations unies en tant que processus politique, ce qui est approprié, une entité politique viable ne peut pas exister dans un vide. Il faut accorder une attention plus grande à des considérations économiques et sociales en vue d'assurer une situation politique pacifique et permanente. Dans la région du Pacifique, les

puissances administrantes ont déployé de gros efforts pour développer et améliorer les conditions économiques et sociales à Guam, en Nouvelle-Calédonie et à Tokélaou; le Gouvernement de l'orateur les engage à poursuivre et à renforcer leur soutien. Il invite la Commission à soutenir l'offre de la Nouvelle-Calédonie tendant à accueillir le Séminaire régional annuel et propose que l'on envisage la possibilité, en coopération avec la Puissance administrante, d'envoyer une mission de visite dans ce territoire. S'agissant des plaidoyers présentés par les pétitionnaires de Guam concernant l'aspiration clairement exprimée du peuple chamorro à l'autodétermination, la délégation de l'orateur se demande si la Commission peut trouver d'autres moyens pour analyser de plus près les informations présentées par les pétitionnaires. Son Gouvernement réitère son appel à la Puissance administrante de renouveler son engagement en faveur du processus de décolonisation.

30. **M. Sial** (Pakistan) dit que le Pakistan espère que la Commission concentrera son attention sur l'application des résolutions et décisions de l'ONU concernant les questions non encore réglées en matière de décolonisation, car les progrès ont été loin d'atteindre les objectifs en raison du manque de volonté politique de la part des puissances administrantes. Toutefois, le cas de Tokélaou représente un modèle à imiter par tous les autres. Les puissances administrantes doivent créer des conditions favorables à l'autodétermination; les Nations unies ont la double responsabilité de fournir aux territoires une assistance par le biais des institutions spécialisées et autres institutions internationales compétentes, et de tenir les peuples des territoires au courant des options à leur disposition.

31. La décolonisation et le droit à l'autodétermination ne peuvent pas être limités aux seuls les territoires non autonomes. Ils sont d'une application universelle, et leur refus suscite du mécontentement et des conflits. En Asie du Sud, le droit à l'autodétermination du peuple du Jammu-et-Cachemire est reconnu par une série de résolutions du Conseil de sécurité. Le Pakistan est attaché à la recherche d'un règlement pacifique à ce différend qui est acceptable pour toutes les parties, l'Inde, le Pakistan, et, au premier chef, pour le peuple du Cachemire. Un règlement de ce différend est essentiel pour l'instauration d'une paix durable, de la stabilité et du progrès en Asie du Sud.

32. Au Moyen-Orient, le refus continu du droit à l'autodétermination du peuple palestinien représente la cause sous-jacente du conflit et le principal obstacle à une paix globale. Le Pakistan continue à soutenir la juste lutte du peuple palestinien pour la paix et la liberté. De même, un règlement juste et mutuellement acceptable de la question du Sahara occidental pourrait instaurer la paix dans cette région et créer de meilleures possibilités pour des millions de ses habitants. Il faut espérer que les parties concernées réaliseront la paix dans les négociations en cours en manifestant un esprit de compromis et de bonne volonté.

33. **M^{me} Viotti** (Brésil) fait observer que depuis la proclamation de la première Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, seul le Timor-Leste a été décolonisé, et les perspectives ne sont toujours pas favorables pour les territoires non autonomes restants. Un moyen de relancer la décolonisation pourrait consister à adopter une approche au cas par cas à la fois au Comité spécial et à la Quatrième Commission, l'accent étant mis sur les spécificités de chaque territoire, y compris les différences en matière de relations coloniales et de structures ethnique, sociale et économique. Le cas des îles Malvinas, par exemple, est reconnu depuis longtemps par les Nations unies comme une situation coloniale spéciale et particulière marquée par un conflit de souveraineté. Le Brésil réaffirme son appui aux droits légitimes de l'Argentine, et encourage celle-ci ainsi que le Royaume-Uni à reprendre les négociations bilatérales en vue de trouver une solution pacifique, juste et durable à ce différend prolongé.

34. Dans la plupart des territoires, la décolonisation passe par l'exercice du droit à l'autodétermination. Alors que la constitution de plusieurs territoires est en train d'être modernisée pour accroître la participation de la population locale, le plein exercice du droit à l'autodétermination est encore pour demain.

35. Bon nombre de petits territoires insulaires ont été particulièrement affectés par des catastrophes naturelles, le changement du climat et la crise économique et financière. À ce propos, le Brésil se félicite des secours d'urgence et des activités humanitaires conduites récemment par la Puissance administrante des Samoa américaines. Ces problèmes ne manqueront probablement pas de s'aggraver et pourraient menacer l'existence même des petites îles. Toutes les puissances administrantes et les Nations

unies doivent prendre en considération les besoins spéciaux des petits territoires insulaires.

36. Le Brésil se félicite des pourparlers officiels tenus en août 2009 par l'Envoyé personnel du Secrétaire général dans le cadre de la préparation d'une cinquième série de négociations sur le Sahara occidental; il espère que ces dernières aboutiront à des négociations sur le fond entre les parties et à une solution politique acceptable.

37. **M^{me} Graham** (Nouvelle-Zélande), se félicitant du projet de résolution V sur la question de Tokélaou, dit qu'il intéresse la Nouvelle-Zélande à la fois en tant que puissance administrante et en tant que pays fermement attaché au principe de l'autodétermination. Deux années se sont écoulées depuis que le peuple de Tokélaou a voté dans un référendum d'autodétermination supervisé par l'ONU où les électeurs n'ont pas réussi, pour la deuxième fois, à atteindre le seuil qu'ils ont fixé eux-mêmes pour passer du statut de territoire non autonome à un statut d'autonomie en libre association avec la Nouvelle-Zélande. Tokélaou et la Nouvelle-Zélande ont donc décidé de concentrer leur attention surtout sur l'amélioration des services essentiels sur les atolls, au lieu de procéder à moyen terme à un nouvel acte d'autodétermination. À un moment où des crises mondiales exercent des pressions additionnelles sur des communautés petites et vulnérables comme le Tokélaou, l'accent mis sur les besoins de la population semble particulièrement approprié. Les besoins du territoire sont satisfaits principalement par la Nouvelle-Zélande, mais la communauté internationale et des entités du système des Nations unies, en particulier le Programme des Nations unies pour le développement, par le biais de son bureau régional à Samoa, et l'Organisation mondiale de la santé, fournissent également une assistance.

38. Bien que fondamental, le droit à l'autodétermination ne suffit pas en lui-même. Les peuples qui l'exercent doivent également avoir la possibilité de se développer pleinement; tel est l'engagement pris par la Nouvelle-Zélande à l'égard du peuple de Tokélaou. Elle se félicite de l'intérêt continu manifesté par le Comité spécial pour le territoire et continuera à lui présenter des rapports sur l'évolution de la situation.

39. **M. Ramafole** (Lesotho) fait observer qu'il serait difficile, pour un habitant ordinaire du Lesotho,

ancienne colonie, de comprendre pourquoi il existe toujours des nations sous domination coloniale même au XXI^e siècle. Ce n'est que quand les gens ont le droit de déterminer leur propre destinée qu'il y aura moins de conflit et plus de développement économique. Toute nation est unique et l'identité culturelle des peuples du monde doit être mise à l'abri de la destruction potentielle par la décolonisation. La délégation de l'orateur encourage toutes les parties toujours engagées dans la décolonisation à poursuivre tous leurs efforts diplomatiques en vue de mettre un terme rapidement au colonialisme.

40. La colonisation continue du Sahara occidental soulève des préoccupations; l'Afrique ne sera pas libre avant que le peuple sahraoui n'ait obtenu sa liberté. Lesotho s'est félicité des préparatifs menés par l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour la prochaine série de négociations que les parties devraient aborder avec un zèle renouvelé, en tant qu'égaux et sans conditions préalables. Lesotho est persuadé que le Gouvernement marocain et le Frente POLISARIO trouveront un terrain d'entente dans leur recherche de la libération des peuples du Sahara occidental.

41. **M. Oyarzun** (Espagne) rappelle que de nombreuses résolutions et décisions de l'Assemblée générale ont reconnu que la situation coloniale de Gibraltar représentait une violation de la Charte des Nations unies, puisqu'elle compromettrait l'unité et l'intégrité territoriale de l'Espagne. Le principe de l'autodétermination n'est pas applicable à la décolonisation de Gibraltar, car ses habitants actuels ne sont pas un peuple colonisé, mais ont été utilisés pour déposséder la population espagnole autochtone. La doctrine des Nations unies concernant la décolonisation des territoires non autonomes prévoit clairement la protection des droits des habitants autochtones contre les intérêts des colonisateurs.

42. S'agissant de Gibraltar, il existe deux conflits parallèles : le premier, un conflit de souveraineté concernant les territoires transférés par le traité d'Utrecht qui auraient dû être rendus à l'Espagne conformément à la doctrine des Nations unies en matière de décolonisation. Le deuxième conflit concerne les frontières, car une partie du territoire est occupée par le Royaume-Uni sans aucune base juridique. L'Espagne doit recouvrer pleinement la juridiction sur l'isthme que le Royaume-Uni exerce actuellement de manière illégale.

43. Bien que l'on ait tenté de persuader la Commission de dissocier artificiellement les deux questions de décolonisation et de souveraineté, et de les examiner séparément, les Nations unies ont toujours été d'avis que dans le cas de Gibraltar, ces conflits, qui compromettaient l'intégrité territoriale de l'Espagne, étaient indissociables et représentaient une violation flagrante de la doctrine de décolonisation. Depuis 1964, l'ONU a adopté de nombreuses décisions et résolutions qui appellent des négociations bilatérales entre le Royaume-Uni et l'Espagne en vue d'une solution négociée qui tient compte des intérêts des habitants de la colonie. Le Gouvernement espagnol réaffirme une fois de plus sa volonté de reprendre les pourparlers directs avec le Royaume-Uni.

44. Le Royaume-Uni ne peut pas se servir du nouveau Décret constitutionnel qu'il a accordé à Gibraltar, ou du référendum organisé avec la participation des citoyens britanniques résidents de Gibraltar, pour refuser d'appliquer les résolutions de l'ONU. Il ne faut pas non plus qu'il réussisse dans ses tentatives de rayer Gibraltar de la liste des territoires non autonomes sans suivre les procédures pertinentes établies par l'Organisation. Il est inacceptable que le Royaume-Uni affirme que son engagement à l'égard du peuple de Gibraltar de ne pas conclure un accord ou des arrangements sur la question de souveraineté contre sa volonté justifie son refus de reprendre les négociations avec l'Espagne suspendues depuis 2002. Il est également inacceptable de décrire la doctrine des Nations unies comme anachronique ou de tenter d'abandonner le principe de l'intégrité territoriale, l'un des principes fondamentaux du droit international.

45. Le Gouvernement espagnol continuera à travailler diligemment dans le cadre du Forum pour le dialogue sur Gibraltar en vue de régler les problèmes relatifs à la coopération locale en faveur de la protection sociale et du développement économique des habitants de Gibraltar et du Campo de Gibraltar. À l'occasion de la réunion ministérielle du Forum tenu en juillet 2002 avec la participation du Ministre espagnol des affaires étrangères et de la coopération, on a créé un cadre pour les progrès continus dans six nouveaux domaines de coopération qui, en plus des mesures adoptées pendant la première phase du Forum, amélioreraient le bien-être et le niveau de vie des habitants de Gibraltar et du Campo de Gibraltar.

46. **M. Al Zayani** (Bahreïn) dit que les objectifs énoncés dans la Déclaration sur l'octroi de

l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ont bénéficié d'une attention particulière de la part de la communauté internationale, car ils sont reflétés dans des instruments comme la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui ensemble représentent un mandat efficace auquel la Déclaration du Millénaire a donné un nouvel élan. Le 50^e anniversaire de la Déclaration, qui sera célébré en 2010, donnera l'occasion historique de faire le bilan des progrès accomplis par les Nations unies vers l'élimination du colonialisme et de l'occupation étrangère. Le fait que la Deuxième décennie internationale de l'élimination du colonialisme prendra fin prochainement sans avoir atteint ses objectifs ne devrait pas porter au désespoir, car elle a donné une nouvelle impulsion aux efforts systématiques en faveur de la réalisation des objectifs de la Déclaration. Ces efforts ont contribué à éliminer les obstacles rencontrés par les pays et les peuples coloniaux alors qu'ils cherchent à se débarrasser du colonialisme et de l'occupation étrangère en vue d'obtenir leur indépendance et leur souveraineté légitimes, en l'absence desquelles ils ne seront pas en mesure de poursuivre une coopération sociale, économique et culturelle. En bref, il incombe à tous les États, individuellement et collectivement, d'éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale.

47. *M. Al-Nasser (Qatar) reprend la présidence.*

48. **M. Mas** (Papouasie-Nouvelle-Guinée) dit que bien que la fin de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme soit proche, beaucoup reste encore à faire pour promouvoir l'autodétermination dans les territoires non autonomes restants. Par conséquent, le Comité spécial continuera à jouer un rôle important. La délégation de l'orateur invite toutes les puissances administrantes à intensifier leur coopération avec le Comité et à faciliter les progrès vers l'autodétermination de ces territoires.

49. La Papouasie-Nouvelle-Guinée continuera à soutenir le dialogue entre les peuples des cinq pays non autonomes de la région du Pacifique et les puissances administrantes concernées. Son Gouvernement félicite la Puissance administrante, les États-Unis d'Amérique, des secours d'urgence et du soutien qu'ils ont apportés aux Samoa américaines à la suite du récent tremblement de terre et du tsunami, et il les encourage à répondre, en temps voulu, aux inquiétudes du peuple des Samoa américaines concernant le statut de ce territoire. Comme d'autres pays du Pacifique, la

Papouasie Nouvelle-Guinée contribuera aux efforts de reconstruction. Son Gouvernement a entendu les appels lancés par le peuple chamorro de Guam et soutient le dialogue entre ce dernier, la Puissance administrante et le Comité spécial en vue de régler le statut futur du territoire.

50. L'orateur se félicite de la participation, aux travaux de la Commission, d'une délégation de la Nouvelle-Calédonie, dirigée par le Président du territoire et représentant toutes les factions politiques, ce qui montre que la coopération dans ce territoire s'est améliorée. Il rend également hommage au représentant du Front de libération nationale kanak socialiste qui a participé aux travaux de la Commission. Le Gouvernement de l'orateur est encouragé par la volonté de la Puissance administrante de collaborer avec le Gouvernement du territoire et le Comité spécial en vue de faire progresser le processus d'autodétermination, soutenu par l'offre de la Nouvelle-Calédonie d'accueillir le prochain Séminaire régional du Comité spécial en 2010, et propose qu'une mission de visite ait lieu en même temps que le Séminaire.

51. Le Tokélaou continue à être un modèle en matière d'autodétermination. Le Gouvernement de l'orateur comprend les raisons qui ont amené le Fono général à différer tout nouvel acte d'autodétermination à la suite de l'échec des deux référendums conduits en février 2006 et octobre 2007, et il est encouragé par les efforts continus de la Nouvelle-Zélande et de Tokélaou en faveur de l'amélioration des services essentiels et de l'infrastructure sur l'archipel, garantissant ainsi la continuation du développement et le progrès vers l'autodétermination.

52. **M. Hosseini** (République islamique d'Iran) dit que la décolonisation doit continuer à figurer au premier rang des priorités de l'action internationale; les Nations unies doivent renforcer leurs efforts en faveur de la décolonisation et les États Membres doivent soutenir l'application effective du Plan d'action de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme. Comme la décolonisation est un processus politique, l'absence de volonté politique, notamment de la part des puissances administrantes, la condamne à l'échec. Toutes les parties doivent s'acquitter de leurs obligations et accélérer la décolonisation des 16 territoires restants. Le Comité spécial doit adopter une méthode de travail plus efficace et améliorer son interaction et sa coopération

avec les puissances administrantes. L'orateur invite les délégations à collaborer aux fins du renforcement du rôle de l'Assemblée générale et du Comité spécial dans le processus de décolonisation.

53. L'orateur souligne l'importance de la participation des peuples des territoires non autonomes au processus de décolonisation. Les puissances administrantes doivent soutenir leur participation pleine et effective et l'ONU doit faciliter leur participation aux réunions pertinentes en vue de mettre en place un mécanisme plus efficace pour la réception et l'examen des communications émanant de particuliers et de groupes des territoires concernés.

54. Les puissances administrantes doivent définir clairement leurs politiques et programmes en matière de décolonisation et informer régulièrement l'ONU, en particulier le Comité spécial, de leurs efforts en faveur du renforcement de la conscience politique des habitants et de leur autonomie et en faveur de l'amélioration de leurs conditions de vie. Des politiques « pour la montre » et la promotion d'une mentalité coloniale destinée à préserver la domination coloniale ne devraient avoir aucune place dans leurs programmes respectifs. L'orateur souligne qu'il incombe aux puissances administrantes d'assurer le développement économique, social et éducationnel des peuples des territoires non autonomes, car seul un peuple qui a atteint un certain niveau de maturité politique et juridique et qui est conscient de ses droits et débarrassé de toute mentalité coloniale peut décider librement de son avenir.

55. **M. Ekua Avomo** (Guinée équatoriale) exprime son appui aux efforts considérables déployés par les Nations unies les dernières années en faveur d'une solution pacifique, négocié et durable à la question du Sahara occidental susceptible de promouvoir la paix, la stabilité et la réconciliation dans le Maghreb. La communauté internationale doit continuer à soutenir le processus de négociation en cours. Dans ce contexte, l'orateur exprime son soutien à la proposition du Royaume du Maroc tendant à accorder une large autonomie au Sahara occidental, solution qui, de l'avis de sa délégation, répond aux critères de l'autodétermination énoncés dans la Charte des Nations unies et constitue un compromis réaliste pouvant servir de base pour un règlement négocié du conflit. Son Gouvernement réitère son appui à l'intégrité territoriale du Maroc.

56. **M. Maboundou** (Congo) réaffirme l'appui de son pays au processus de décolonisation conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Avec la participation des puissances administrantes et de représentants des territoires non autonomes, le Comité spécial joue un rôle clé dans ce processus et dans la surveillance de la situation dans les territoires. Une coopération et une interaction accrues entre le Comité spécial et les puissances administrantes sont essentielles pour réaliser la décolonisation.

57. L'orateur se félicite des progrès accomplis concernant la question de Tokélaou et rend hommage à la coopération entre la Nouvelle-Zélande et l'administration du territoire à tous les stades des négociations, y compris lors des référendums tenus en octobre 2006 et novembre 2007. S'agissant de la question du Sahara occidental, sa délégation réitère son soutien aux résolutions 1754 (2007), 1783 (2007) et 1813 (2008) du Conseil de sécurité et à toutes les initiatives du Secrétaire général, et demande instamment aux parties de faire preuve de volonté politique et d'œuvrer en faveur d'une phase plus intense des négociations sur les questions de fond en vue de parvenir à une solution juste, durable et mutuellement acceptable.

58. La délégation de l'orateur appuie les travaux des centres d'information des Nations unies et du Département de l'information en ce qui concerne la promotion des objectifs de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance au pays et aux peuples coloniaux. Elle se félicite également de la coopération étroite entre le Département des affaires politiques et le Département de l'information dans la diffusion aux peuples des territoires non autonomes d'informations sur le mandat de décolonisation de l'ONU.

59. **M. Zinsou** (Bénin) exprime son soutien aux efforts du Secrétaire général qui visent à promouvoir le dialogue entre les parties sur la question du Sahara occidental, en vue de garantir à sa population le droit à l'autodétermination conformément à sa volonté librement exprimée. Il se félicite de la proposition marocaine tendant à accorder un statut d'autonomie au Sahara occidental, et de son acceptation par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, ainsi que de la préparation de la cinquième série de négociations. Toutes les parties - le Maroc, l'Algérie et le Fronte POLISARIO - doivent surmonter leurs différences en vue de mettre aux souffrances de la population du Sahara occidental, qui ne manqueront

pas d'être exacerbées si les parties ne sont pas à même de mettre fin à l'instabilité. Le projet de résolution sur la Sahara occidental doit créer le cadre pour la reprise des négociations de Manhasset, compte tenu de l'esprit constructif manifesté lors des consultations de Durnstein. Il faut surmonter les différences concernant le texte du projet de résolution afin d'assurer son adoption par consensus, car cela enverrait un message clair à la prochaine série de négociations.

60. **M. Kapambwe** (Zambie) dit que sa délégation soutient fermement l'appel de l'Union africaine en faveur de la tenue d'un référendum permettant au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination. La communauté internationale a demandé à plusieurs reprises l'organisation d'un tel référendum, mais aucun référendum n'a jamais eu lieu. La crédibilité de l'ONU unies repose sur sa capacité à appliquer ses décisions. En n'agissant pas de manière décisive dans des cas comme le Sahara occidental, elle déçoit vivement non seulement le peuple de la région, mais des peuples du monde entier qui luttent toujours pour leur droit inaliénable à l'autodétermination. On ne peut pas s'attendre à ce que le peuple du Sahara occidental fasse preuve de modération indéfiniment. Les Nations unies doivent agir pour assurer que les parties respectent les accords qu'elles ont négociés et signés librement et que ses propres résolutions sont appliquées. Elles doivent s'employer à mettre un terme aux violations des droits de l'homme en envoyant des missions d'enquête internationales dans les zones contrôlées par les deux parties.

61. Le Gouvernement zambien entretient de bonnes relations à la fois avec le Maroc et le Fronte POLISARIO et soutient les négociations en cours. Il engage les parties à reconnaître que la souveraineté réside dans les peuples, et non dans les gouvernements. Il est donc essentiel de permettre au peuple de s'exprimer lui-même et d'exercer son droit souverain à l'autodétermination. Seule une solution fondée sur un référendum offrant toutes les options, y compris l'indépendance, peut représenter un exercice authentique du droit souverain à l'autodétermination par le peuple du Sahara occidental.

62. **M. Ousseïn** (Comores) dit que l'Afrique continue à être le continent qui a souffert de plus des effets déstabilisateurs des conflits; elle a besoin de paix, de sécurité et de stabilité pour relever les nombreux défis qu'elle confronte et combattre le sous-développement.

Au Sahara occidental comme ailleurs, la force des armes et l'intransigeance doivent céder le pas à la négociation, à plus forte raison que les parties au conflit représentent une seule nation qui partage les mêmes valeurs culturelles et religieuses.

63. La délégation comorienne est persuadée que la proposition marocaine d'une large autonomie pour le Sahara occidental est une proposition raisonnable pour toutes les parties concernées et garantirait l'intégrité nationale et la stabilité dans toute la région. Elle soutient les résolutions 1871 (2009), 1754 (2007), 1783 (2007) et 1813 (2008) du Conseil de sécurité et se félicite de l'engagement du Secrétaire général en faveur de la réussite des négociations qui visent à dégager une solution politique juste et durable du conflit. Le Gouvernement comorien demande instamment aux parties de surmonter leurs différences et d'entamer un dialogue franc et sincère.

64. **M. Benmehidi** (Algérie) se félicite de l'attitude ferme et rigoureuse de l'Assemblée générale à l'égard de la décolonisation et souscrit sans réserve à l'exercice du droit à l'autodétermination par les peuples des territoires non autonomes, principe consacré par sa Constitution et élément permanent de sa politique étrangère. Le bien-fondé de cette position est démontré clairement par les exemples du Timor-Leste, de la Namibie et du Sahara occidental.

65. Dix ans plus tôt, le Timor oriental a pu exprimer sa volonté par un référendum, mettant fin à une situation coloniale anachronique condamnée par la communauté internationale. En tant que Timor-Leste, il s'est joint à la communauté des nations et contribue désormais au maintien de la paix et de la stabilité dans la région et à la réalisation des objectifs des Nations unies. En Afrique, le peuple du Sahara occidental attend toujours que les Nations unies lui permettent d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination dans des conditions d'égalité, de liberté et d'intégrité garanties internationalement. Pour sortir le conflit de l'impasse, il faut une approche résolue, dynamique et visionnaire.

66. Depuis le début du conflit, l'ONU et l'Union africaine n'ont cessé de collaborer en faveur du rétablissement de la plénitude des droits du peuple du Sahara occidental; elles ont cherché à définir le cadre d'un règlement négocié fondé sur la bonne volonté des deux parties sans sacrifier en rien le droit inaliénable et irréversible du peuple du Sahara occidental à

l'autodétermination. Réunis récemment à Tripoli, les chefs d'État et de gouvernement africains ont invité instamment les parties au conflit et l'ONU à intensifier les efforts en faveur de la tenue d'un référendum afin de permettre au peuple du territoire de choisir entre l'indépendance et intégration dans le Royaume du Maroc.

67. Dans le contexte de l'ONU, la question du Sahara occidental est claire. La résolution 1754 (2007) du Conseil de sécurité, adoptée par un large consensus, invité les parties à entamer des négociations sans condition préalable en vue de sortir de l'impasse. Cette résolution et les résolutions adoptées par la suite représentent un équilibre délicat, en accordant une attention égale aux propositions des deux parties. Toutefois, alors que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont toujours réitéré leur soutien à un référendum, leurs atermoiements ont retardé la continuation des pourparlers directs de plus d'un an. L'Algérie se félicite des récents pourparlers entre le royaume du Maroc et le Frente POLISARIO et rend hommage aux efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général, dont la nomination a sans doute aidé à restaurer un climat de confiance. En tant que pays voisin et observateur, l'Algérie soutient ce processus dans le cadre du mandat établi par le Secrétaire général. Elle est tout à fait consciente de ses responsabilités à l'égard des peuples de la région et, persuadée que la paix au Sahara occidental répond aux intérêts des tous les peuples de la région, s'est employée à améliorer l'ambiance de politique entre les deux parties en vue de promouvoir l'application concertée des dispositions des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Elle continuera à apporter son soutien à une solution adoptée par consensus.

68. Plus de 18 ans après l'établissement de la MINURSO, le territoire du Sahara occidental demeure fermé aux observateurs étrangers et inaccessible aux organes de l'ONU chargés de la protection des droits de l'homme, exception à laquelle la communauté internationale doit remédier. Les peuples de la région sont unis par une destinée commune; l'Algérie est résolue à collaborer avec ses voisins en vue de relancer le processus de construction du Maghreb sur des bases solides et durables, et de réaliser un règlement juste et durable du conflit du Sahara occidental qui ferait une contribution décisive à la paix, à la stabilité et à l'unité du Maghreb tout entier.

69. **M. Zoumanigui** (Guinée) dit que de grands progrès ont été accomplis dans le processus de décolonisation, mais qu'il faut des efforts accrus pour donner aux territoires non autonomes restants l'occasion de choisir l'une des trois options énoncées dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Tous les acteurs dans ce processus ont l'obligation politique et morale de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre le Plan d'action de la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme. La délégation guinéenne se félicite de la tenue du Séminaire régional à Saint Kitts-et-Nevis, souscrit à ses conclusions et invite le Comité spécial à intensifier sa coopération avec les puissances administrantes et les représentants des territoires en vue de promouvoir la décolonisation en élaborant des programmes de travail adaptés à chaque territoire. Le Comité spécial devrait également continuer à organiser des séminaires régionaux.

70. Le Gouvernement guinéen apprécie les efforts déployés par le Secrétaire général en faveur d'une solution négociée au Sahara occidental acceptable pour les deux parties et note la volonté des parties concernées de coopérer dans ces efforts en vue de trouver une solution rapide, d'assurer la stabilité, l'intégration et le développement de la région et de permettre aux réfugiés sahraouis de retourner à une vie normale. Il se félicite de la coopération étroite entre la Mission d'observation de l'Union africaine et la MINURSO et rend hommage aux efforts des parties destinés à éliminer les mines et les munitions non explosées ainsi que des progrès accomplis dans le déminage humanitaire. Compte-tenu de la volonté politique manifestée par les parties lors des récentes réunions en Autriche, la délégation guinéenne exprime son appui à l'initiative marocaine concernant la négociation d'un statut d'autonomie pour le Sahara occidental. Elle demande instamment aux parties d'intensifier les mesures de confiance, en particulier grâce à l'observation des accords de cessez-le-feu et au renforcement des efforts destinés à la réconciliation et au retour des réfugiés.

71. **M. Loulichki** (Maroc) rappelle que même avant d'avoir gagné la pleine indépendance, le Maroc a lutté pour la liberté de tous les peuples sous domination coloniale et a apporté un soutien diplomatique et matériel aux mouvements de libération authentiques, notamment en Afrique. Le Maroc a accordé une attention particulière au peuple algérien avec lequel il a

partagé le triste sort de l'occupation coloniale, et a soutenu son aspiration à la libération et à l'indépendance. Sa délégation s'est également employée au sein de l'ONU à élaborer la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance au pays et aux peuples coloniaux. La Déclaration a clairement établi qu'il faut respecter l'intégrité territoriale en appliquant le principe de l'autodétermination. De multiples occupations coloniales ont démembré le territoire marocain, mais le Maroc a progressivement recouvré son intégrité territoriale entre 1956 et 1976.

72. En 1976, le Maroc a résisté à la tentative de l'amputer de la partie saharienne de son territoire national et a recouvré pacifiquement son Sahara dans le cadre d'un accord négocié avec l'Espagne. Au cours de ce processus, une partie de la population saharienne a été expulsée et enfermée dans des camps à l'intérieur du territoire algérien dans des conditions inhumaines et privée de ses droits fondamentaux. Malgré l'hostilité de l'Algérie et son opposition au droit inaliénable du Maroc à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale, le Gouvernement marocain a tout fait pour régler le conflit.

73. Les Nations unies ayant conclu que référendum prévu dans l'ancien plan de règlement de 1990 n'était pas viable, le Gouvernement marocain a présenté en avril 2007 une initiative prévoyant une autonomie régionale qui constitue un cadre pour un règlement négocié et durable qui respecterait la souveraineté et l'unité nationale du Maroc, tout en permettant à la population de la région de gérer ses propres affaires grâce à des organes élus démocratiquement. Cette initiative, qui inclut des mécanismes chargés de garantir le respect des droits de l'homme, a été qualifiée de sérieuse et de crédible par le Conseil de sécurité et a donné un nouvel élan à la recherche d'une solution politique.

74. Toutefois, les autres parties au conflit ont continué leur politique d'obstruction, en invoquant la question de l'observation des droits de l'homme dans les provinces méridionales par le Maroc. Pourtant, pendant les 10 années précédentes, le Maroc avait lancé de vastes réformes destinées à assurer la protection des droits de l'homme dans l'ensemble de son territoire, y compris les droits de la femme, le développement humain, la justice transitionnelle et l'exercice effectif des droits politiques, économiques, sociaux et culturels. Ces efforts ont été reconnus par la communauté internationale, y compris l'Union

européenne et le Conseil des droits de l'homme dans le contexte de son processus d'examen périodique universel. Le Gouvernement marocain s'est acquitté pleinement de ses obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme et a mis en place des mécanismes et un cadre juridique pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Les droits de l'homme sont sauvegardés sur l'ensemble du territoire national sans distinction de région.

75. L'Envoyé personnel du Secrétaire général s'est rendu au Maroc à deux reprises en 2009 et a été le témoin de la volonté du Gouvernement de trouver une solution réaliste et durable par la négociation. La délégation marocaine a participé activement aux consultations de Durnstein, et attend avec intérêt la cinquième série de discussions; elle espère que les autres parties adopteront également une approche constructive de façon à ce que le conflit puisse être réglé et que les habitants des camps de Tindouf puissent rentrer chez eux, aider à édifier un Maroc moderne et contribuer à la prospérité de la région du Sahara.

76. Le Gouvernement marocain est très désireux de normaliser et de renforcer ses relations d'amitié et de coopération avec l'Algérie dans l'intérêt des deux peuples et du Maghreb dans son ensemble. Il espère que le Gouvernement algérien ouvrira ses frontières, qu'il tient fermées depuis 15 ans, entravant ainsi la communication entre deux peuples voisins et le développement économique et social du Maghreb. Il est grand temps que toutes les parties au conflit avancent dans un esprit de compromis et qu'elles renouvellent les négociations sous les auspices de l'ONU.

77. **M. Parham** (Royaume-Uni), parlant dans l'exercice du droit de réponse au représentant de l'Espagne, se félicite des progrès continus accomplis dans le dialogue trilatéral entre son Gouvernement et les gouvernements de l'Espagne et de Gibraltar. La mise en œuvre des accords annoncés par le Forum tripartite pour le dialogue sur Gibraltar, tenu à Cordoba (Espagne) en septembre 2006, est en cours et avance bien. La troisième réunion ministérielle du Forum, tenue à Gibraltar le 21 juillet 2009, a examiné les progrès accomplis concernant les accords de Cordoba et a demandé une nouvelle fois au Royaume-Uni, à Gibraltar et à l'Espagne d'appliquer pleinement les dispositions encore en suspens. Le Gouvernement britannique se félicite du calendrier adopté par les trois

parties dans le communiqué de juillet 2009 pour les progrès ultérieurs à accomplir dans ces domaines. L'ambiance positive qui a régné à la réunion et la différence réelle que les accords de Cordoba font pour les peuples des deux côtés de la frontière souligne la valeur du dialogue tripartite. Le Gouvernement britannique entretient des relations très cordiales avec l'Espagne et travaille constructivement sur toutes les questions concernant Gibraltar. Les accords de Cordoba ont été adoptés sans préjudice des positions respectives du Royaume-Uni et de l'Espagne concernant la question de souveraineté, et le Gouvernement britannique note que les Nations unies n'ont pas pris position à cet égard. Le Gouvernement britannique n'a aucun doute quant à sa souveraineté sur Gibraltar et les eaux territoriales environnantes.

78. L'orateur réaffirme l'engagement de longue date de son Gouvernement à l'égard du peuple de Gibraltar conformément auquel il ne conclurait aucun accord qui ferait passer Gibraltar sous la souveraineté d'un autre État contre sa volonté, et confirme que son Gouvernement n'entamera pas de négociation sur la souveraineté si Gibraltar n'est pas d'accord. Alors que sa délégation se ralliera au consensus concernant la résolution sur Gibraltar, la référence au processus de Bruxelles doit être interprétée dans ce contexte. Les incidences de la position bien connue des Gibraltar concernant le processus de Bruxelles, en ce qui concerne à la fois la souveraineté et les relations bilatérales entre le Royaume-Uni et l'Espagne, sont claires. Le Gouvernement britannique demande à la Commission d'envisager une manière de tenir mieux compte, dans ses futures délibérations, des relations modernes entre le Royaume-Uni et Gibraltar, qui reflètent manifestement les désirs du peuple de ce dernier.

79. La Constitution des Gibraltar de 2006, entrée en vigueur le 2 janvier 2007, prévoit des relations modernes et mûres entre Gibraltar et le Royaume-Uni, description inapplicable à toute relation fondée sur le colonialisme. Il est regrettable que l'approche dépassée du Comité spécial ne semble pas encore avoir reconnu cette situation et que les critères qu'il emploie pour déterminer si un territoire non autonome doit être rayé de la liste n'en tiennent pas compte. Le Gouvernement britannique partage l'avis du Premier ministre de Gibraltar que le territoire est politiquement mûr et que les relations entre le Royaume-Uni et Gibraltar ne sont pas de nature coloniale.

80. Territoire séparé, reconnu par les Nations unies et figurant depuis 1946 sur la liste de ses territoires non autonomes, Gibraltar jouit des droits individuels et collectifs que lui confère la Charte des Nations unies. La nouvelle Constitution confirme le droit à l'autodétermination du peuple des Gibraltar, dont la réalisation doit être encouragée et respectée conformément aux dispositions de la Charte et des autres traités internationaux applicables. Le droit de Gibraltar à l'autodétermination n'est pas limité par le traité d'Utrecht, sauf en ce qui concerne l'article X, qui donne à l'Espagne le droit de premier refus dans le cas où le Royaume-Uni renoncerait à la souveraineté.

81. Tout en notant que Gibraltar ne reconnaît pas l'existence d'une telle restriction, le Gouvernement britannique considère que l'indépendance est une option sujette au consentement de l'Espagne. Il reconnaît qu'en décidant d'accepter la nouvelle Constitution par un référendum, le peuple de Gibraltar a exercé son droit à l'autodétermination. Le référendum, organisé par le Gouvernement de Gibraltar avec l'approbation unanime de l'Assemblée des Gibraltar de l'époque, constitue un acte démocratique, légal et tout à fait légitime.

82. La Constitution ne diminue en rien la souveraineté britannique sur Gibraltar, ni sa pleine responsabilité internationale à l'égard du territoire, y compris dans les domaines des relations extérieures et de la défense, et en tant qu'État Membre responsable pour Gibraltar au sein de l'Union européenne. Cette position est tout à fait conforme aux vues librement exprimées du peuple de Gibraltar. Le Gouvernement britannique n'accepte pas que le principe de l'intégrité territoriale ait jamais été applicable à la décolonisation de Gibraltar, ni reconnaît l'existence d'un conflit de souveraineté qui signifierait que le peuple des Gibraltar n'a pas droit à l'autodétermination.

83. Répondant aux représentants de la Bolivie, du Brésil, de Fidji et du Nicaragua concernant les îles Falkland, l'orateur dit que la position de sa délégation a été clairement exposée par sa délégation le 23 septembre 2009 dans l'exercice de son droit de réponse à la déclaration prononcée par le Président de l'Argentine lors du débat général de l'Assemblée générale. Il réitère que son Gouvernement n'a aucun doute quant à sa souveraineté sur les îles Falkland et qu'il ne peut y avoir aucune négociation sur cette question avant que et à moins que les habitants des îles eux-mêmes ne le souhaitent.

84. Répondant au représentant de la Bolivie et du Nicaragua en ce qui concerne la suspension du Gouvernement ministériel des îles Turques et Caïques, l'orateur souligne que son Gouvernement n'a pas pris cette décision constitutionnelle grave à la légère. La suspension durera deux années au maximum et donnera au Gouverneur le temps de rétablir la bonne gouvernance, le développement durable et une saine gestion financière. Le Gouvernement britannique s'engage à tenir des élections en juillet 2011 au plus tard.

85. **M. Ray** (Inde), parlant dans l'exercice du droit de réponse au représentant du Pakistan, regrette que ce dernier ait jugé bon de revenir sur le langage du passé au lieu de concentrer son attention sur la nécessité qu'il y a à démanteler l'infrastructure du terrorisme et d'exprimer sa détermination de frapper les auteurs des actes de terrorisme. Il souligne que le Jammu-et-Cachemire fait partie intégrante de l'Inde et participe pleinement aux procédures démocratiques indiennes. Enfin, il dit que les différends bilatéraux ne devraient pas être soulevés dans des instances multilatérales.

86. **M. Diaz Bartolomé** (Argentine), parlant dans l'exercice du droit de réponse au représentant du Royaume-Uni, réaffirme la position de son Gouvernement, à savoir que les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes font partie intégrante du territoire argentin. Comme ils sont occupés illégalement par le Royaume-Uni, un conflit de souveraineté existe entre les deux pays, reconnu par diverses organisations internationales.

87. L'occupation britannique illégale a conduit l'Assemblée générale à adopter une série de résolutions sur la question des îles Malvinas, qui toutes reconnaissent l'existence d'un conflit de souveraineté entre le Gouvernement argentin et le Gouvernement britannique concernant les archipels et qui invitent les parties à reprendre les négociations en vue de trouver le plus tôt possible une solution pacifique et durable à ce conflit. Le Comité spécial a adopté à maintes reprises la même position, le plus récemment le 18 juin 2009. L'Assemblée générale de l'Organisation des États américains a lancé un appel analogue dans une déclaration adoptée le 4 juin 2009.

88. Le Gouvernement argentin réaffirme ses droits légitimes de souveraineté sur les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones

maritimes environnantes, qui font partie intégrante du territoire national argentin.

89. **M. Sial** (Pakistan), parlant dans l'exercice du droit de réponse au représentant de l'Inde, souligne que son Gouvernement condamne le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations; le Pakistan se trouve à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme. S'agissant du Jammu-et-Cachemire, l'orateur rappelle que conformément à la résolution 1514 (XV), tous les peuples ont le droit à l'autodétermination, et la soumission des peuples à la domination étrangère et à l'exploitation représente un déni des droits de l'homme fondamentaux et est contraire à la Charte des Nations unies. Le refus de l'autodétermination au peuple du Jammu-et-Cachemire et son oppression depuis 62 ans sont extrêmement pertinents pour les efforts de décolonisation de l'ONU.

90. Le Jammu-et-Cachemire ne fait pas et n'a jamais fait partie intégrante de l'Inde. De nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ont reconnu que le Jammu-et-Cachemire est territoire contesté et ont demandé un règlement final conformément à la volonté du peuple exprimé par le moyen démocratique d'un plébiscite libre et impartial conduit sous les auspices des Nations unies. Ces résolutions ont été acceptées à la fois par l'Inde et le Pakistan et sont obligatoires pour les deux pays, mais n'ont jamais été appliquées.

91. Bien que le conflit concernant le Jammu-et-Cachemire soit un problème international, il a été convenu qu'il serait examiné de manière bilatérale grâce au dialogue composite. Le Gouvernement pakistanais a présenté plusieurs idées constructives concernant le règlement du conflit et attend des progrès concrets vers un règlement. Sa délégation se réserve le droit de soulever cette question à l'ONU si elle le juge nécessaire.

La séance est levée à 18 h 45.